

Pouvoir adjudicateur : UGECAM PACA CORSE
Siège : 42 Boulevard de la Gaye 13009 Marseille

Service Marchés publics :
IUR Valmante – BP 83
42 boulevard de la Gaye
13275 Marseille cedex 9

Appel d'offres ouvert*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

« Prestations de nettoyage des établissements de soins et d'accueil du VAR (EST-OUEST) de l'UGECAM PACA et Corse »

Référence : marché n° 2024.58

* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Sommaire

Sommaire	2
Préambule – Présentation de l'organisme	5
1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur	5
2 – Une mission de service public	5
3 – Les publics accueillis	6
Article 1 – Objet du marché	8
1.1 – Objet et procédure	8
1.2 – Décomposition du marché	8
1.3 – Durée du marché et modalités de reconduction	9
1.4 – Indication des montants/quantités	9
1.5 – Variantes.....	9
1.6 – Options – Variantes imposées	9
1.7 – Sous-traitance.....	10
1.8 – Entreprises groupées.....	10
Article 2 – Documents contractuels	11
2.1 – Pièces particulières.....	11
2.2 – Pièces générales	11
2.3 – Conditions générales d'achat.	11
2.4 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales	12
2.5 – Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail).....	12
Article 3 – Délais d'exécution	13
3.1 – Délais d'exécution du marché	13
3.2 – Délais d'exécution des bons de commande	13
3.3 – Prolongation du délai d'exécution.	14
Article 4 – Correspondants de l'UGECAM PACA et CORSE.....	14
4.1 – Services administratifs.....	14
4.2 – Services utilisateurs	15
Article 5 – Conditions générales d'exécution	16
5.1 – Conditions d'exécution des prestations	16
5.2 – Désignation d'un référent	16
5.3 – Identification du personnel	17

5.4 – Respect des consignes	17
5.5 – Respect des consignes	17
5.6 – Obligation de résultat.....	18
5.7 – Reprise du personnel.....	18
5.8 – Clause limitative d’exclusivité pour les achats à faible montant	19
5.9 – Clause limitative suite à défaut d’exécution	19
Article 6 – Réunions au cours de l’exécution	19
6.1 – Réunion de « lancement du marché »	19
6.2 – Réunion de « synthèse de démarrage »	20
6.3 – Réunion de « suivi d’exécution ».....	20
6.4 – Procès-verbal de réunion	20
Article 7 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets.	21
Article 8 - Opérations de vérification et Admission	22
8.1 – Vérifications – Admission – Transfert de propriété	22
8.2 – Constat d’exécution du service	23
Article 9 – Garantie.....	23
Article 10 – Modalités de détermination des prix.....	23
10.1 – Répartition des paiements	23
10.2 - Contenu des prix	24
10.3 – Modalités de variation des prix	25
10.3.1 - Clause de sauvegarde.....	25
10.3.2 - Clause de préavis.....	25
10.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée	26
Article 11 – Avance.....	26
Article 12 – Remboursement de l’avance	27
Article 13 – Acomptes et paiements partiels	27
Article 14 – Paiement et établissement de la facture	27
14.1 – Mode de règlement.....	27
14.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro	27
14.3 – Format des demandes	29
14.4 – Intérêts moratoires.....	30
Article 15 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	30
Article 16 – Pénalités.....	31
Article 17 – Attribution de compétences	35

Article 18 – Résiliation.....	36
18.1 – Résiliation pour motif d’intérêt général.....	36
18.2 – Résiliation pour faute du titulaire.	36
18.3 – Résiliation pour événements liés au marché.	37
Article 19 – Clause de réexamen.....	37
Article 20 – Clause environnementale ou d’insertion.....	38
Article 21 – Confidentialité.....	39
21.1 – Respect des informations confidentielles (RGPD).....	39
21.2 – Protection des données médicales.....	40
21.3 – Notification des violations de données à caractère personnel.....	40
21.4 – Propriété.....	40
Article 22 – Sécurité du système d’information.....	41
Article 23 – Assurances	41
Article 24 – Obligations du titulaire	41
Article 25 – Evaluation de prestation	42
Article 26 – Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave	42
Article 27 – Dérogations	43

Préambule – Présentation de l'organisme

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

1- Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'UGECAM PACA et CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

2 – Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

3 – Les publics accueillis

- **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;

⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.

⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.

- **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes.

La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

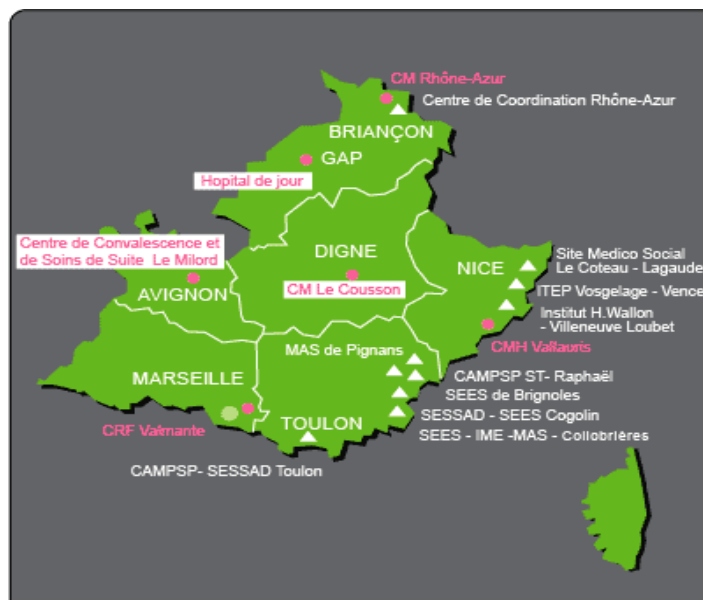
Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

- **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :



Article 1 – Objet du marché

1.1 – Objet et procédure

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations désignées sous l'appellation : **Marché n°2024.58 « Prestations de nettoyage des établissements de soins et d'accueil du VAR (EST-OUEST) de l'UGECAM PACA et Corse ».**

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux pour les établissements suivants es établissements suivants :

- **SESSAD LES PIERIDES ET SEES LES FARFADETS A LA VALETTE** - 235 AVENUE PIERRE ET MARIE CURIE - VAL ESPACE - BAT 1 83160 LA VALETTE DU VAR ;
- **PCO - NOUVEAUX LOCAUX DE 350 M² A LA VALETTE, VALGORA** - ZAC de Valgora Bâtiment H Avenue Gilles de Gennes 83160 LA VALETTE DU VAR ;
- **CAMSP TOULON** - 224 Rue Emile OLLIVIER Le Toucan 2, 83000 TOULON ;
- **CAMPS SAINT RAPHAEL** - ZA Les Genêts – Lot 25 1319 Boulevard Jean Moulin, 83700 SAINT RAPHAEL ;
- **SEES ET SESSAD LA BASTIDE A COGOLIN** - 574 Chemin de Radasse, 83310 Cogolin.

La consultation est passée selon :

- La procédure d'Appel d'offres ouvert européen en application de l'article L2124-1 et R2124-2 du Code de la Commande Publique ;
- Les dispositions relatives à l'accord cadre, régi par les articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le présent accord cadre est mono attributaire à bons de commande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché des matériels ou prestations de même nature, similaires ou associés et faisant l'objet d'une remise consentie sur le tarif de l'année du titulaire.

La description des fournitures et/ou prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 – Décomposition du marché

Il s'agit d'un lot unique. Il a été considéré que la dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 – Durée du marché et modalités de reconduction

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une période d'un (1) an à l'issue de laquelle il sera renouvelé une fois par période identique par tacite reconduction puis une seconde fois, par la Personne Publique jusqu'au 31/08/2028.

En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de trois (3) mois avant la fin du marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction et ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

Le marché comprend une période de préparation afin de permettre au prestataire de procéder à la mise en place et à la formation de ses effectifs, qui débute à la notification jusqu'au démarrage effectif des prestations.

A titre prévisionnel, la période de préparation est estimée à 3 semaines et le début d'exécution des prestations est estimé au 20 janvier 2025.

1.4 – Indication des montants/quantités

Le marché est un marché à prix unitaires.

En application des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique, le marché est à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 50 000 euros HT.

Le montant minimum correspond à l'engagement de l'acheteur d'effectuer des commandes à concurrence de ce montant.

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'acheteur à concurrence de ce montant.

En cas d'atteinte du montant maximum par période : le marché pourra être reconduit par anticipation, ce qui pourra entraîner une diminution de la durée totale du marché.

Les deux parties devront déterminer le point de départ de la période de reconduction. L'acheteur s'engage à informer le titulaire de la survenance de la reconduction, dès atteinte du montant maximum.

1.5 – Variantes

Au regard des articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la Commande Publique :

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.6 – Options – Variantes imposées

Le marché comprend des prestations à bons de commande dites « options » dans le Bordereau de Chiffage.

1.7 – Sous-traitance

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Conformément à l'article 41.1.a du CCAG FCS 2021, l'acheteur public pourra résilier le marché pour faute du titulaire notamment si ce-dernier contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail. Ainsi, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.8 – Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

En application de l'article L2393-6 du Code de la Commande Publique, l'acheteur exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire :

Prestations d'encadrement

Article 2 – Documents contractuels

2.1 – Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces particulières prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et l'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- L'offre technique du titulaire (notamment, mais non limitativement le mémoire technique du candidat) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Puis, par dérogation à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces suivantes :

- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle ;
- Les bons de commande ;
- Les PV de réunions.

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

2.2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale ;
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur.

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

2.3 – Conditions générales d'achat.

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat de l'acheteur priment sur les

conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat de l'acheteur.

2.4 – Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- Acte d'engagement,
- Le bordereau des prix

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire **à sa demande** soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'UGECAM PACA et CORSE :

Service des marchés publics

IUR Valmante – BP 83

42 boulevard de la Gaye

13275 Marseille cedex 9

@ : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

2.5 – Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

La plateforme précitée pourra être modifiée à tout moment par l'acheteur, et il pourra être demandé au titulaire d'envoyer ses attestations sur un autre support ou une autre adresse courriel.

Article 3 – Délais d'exécution

3.1 – Délais d'exécution du marché

Telle que précisé par l'article 1.3 du présent CCAP, ce marché prendra effet dès notification. Une période de préparation (non facturée) à compter de la notification est intégrée aux délais d'exécution. La prise en charge effective des prestations devra être réalisée au terme de la période de préparation.

Dès notification du marché, une réunion de démarrage sera programmée entre l'UGECAM PACA Corse et le Titulaire de chaque lot, afin de formaliser la mise en place du marché.

Interruption momentanée dans l'exécution des prestations :

Le pouvoir adjudicateur peut ordonner l'arrêt momentané de l'exécution des prestations, notamment dans le cas de réalisation de travaux sur les sites à nettoyer, ces dernières ne pourront pas être facturées.

L'UGECAM PACA Corse est tenu de notifier les demandes d'interruption et de reprise de l'exécution des prestations, par ordre de service ou bon de commande adressés à la société au moins dix (10) jours ouvrés avant la date effective de l'interruption.

Ces ordres de service ou bon de commande indiquent notamment le motif de l'interruption ou de la reprise, la date d'effectivité, et la durée de l'interruption ou de la reprise.

3.2 – Délais d'exécution des bons de commande

La réalisation des prestations récurrentes se fera dès démarrage effectif du marché. La notification vaudra bon de commande des prestations récurrentes fixées par le Bordereau de Chiffrage.

Les prestations à prix unitaires, non récurrentes, feront l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où un devis est demandé par le Service Utilisateur, préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci doit être fourni par le titulaire dans un délai maximal de 72 heures suivant la demande.

Les bons de commande indiquent la référence du marché, la désignation des fournitures et/ou prestations, la quantité commandée et le prix correspondant. La personne habilitée à signer les bons de commande est : Le Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. L'exécution des bons de commande ne pourra excéder quatre (4) mois après la date de fin du marché.

3.3 – Prolongation du délai d'exécution.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel (article 13.3.1 du CCAG FCS).

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée (article 13.3.2 du CCAG FCS).

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai (article 13.3.3 du CCAG FCS).

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation (article 13.3.4 du CCAG FCS).

Article 4 – Correspondants de l'UGECAM PACA et CORSE

4.1 – Services administratifs

SERVICE DES MARCHES PUBLICS	
Adresse Service Marchés Publics	IUR Valmante – BP 83 42 boulevard de la Gaye 13275 Marseille cedex 9 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
Secrétariat Service Marchés Publics	Téléphone : 04 88 22 86 37 Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr
Acheteur Public régional	Lara JAAFAR Téléphone : 04 88 22 86 38 Email : lara.jaafar@ugecam.assurance-maladie.fr Email : mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

SERVICE DES ACHATS

V A R	CENTRE JEAN ITARD Quartier « La Rode » 83 610 COLLOBRIERES	<u>En charge de la passation des bons de commande :</u> M. RASCAO Serge Gestionnaire des Achats Tél : 04 94 13 55 66 serge.rascao@ugecam.assurance-maladie.fr	<u>En charge de la réception / vérification des factures :</u> Mme ARIZZI Floriane Technicien acheteur Tél : 04 94 13 55 53

SERVICE TRAITEMENT DES FACTURES

Adeline DEROEUX
Responsable achats
Téléphone : 04 92 02 53 25
@ : adeline.deroeux@ugecam.assurance-maladie.fr

SERVICE COMPTABILITE

Christelle PRUVOST
Responsable comptable
Téléphone : 04 92 02 53 31
@ : christelle.pruvost@ugecam.assurance-maladie.fr

4.2 – Services utilisateurs

Responsable hôtelier du Var.	Monsieur BONDOUX Mickaël Tél : 04 94 13 55 89 Portable : 06 50 91 90 76 Mail : mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr
-------------------------------------	---

Article 5 – Conditions générales d'exécution

5.1 – Conditions d'exécution des prestations

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le C.C.T.P.

Attention : les établissements suivants sont ouverts 210 jours par an :

Dans le Var :

- SEES et SESSAD LA BASTIDE COGOLIN
- CAMSP SAINT RAPHAEL
- CAMSP TOULON

5.2 – Désignation d'un référent

L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée au pouvoir adjudicateur et tout changement sera également immédiatement communiqué au pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'UGECAM PACA et CORSE et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'UGECAM PACA et CORSE un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.
- Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'UGECAM PACA et CORSE, si celui-ci n'est pas récusé dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'UGECAM PACA et CORSE récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'UGECAM PACA et CORSE est motivée.

Les avis, propositions et décisions de l'UGECAM PACA et CORSE sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'UGECAM PACA et CORSE, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS 2021.

5.3 – Identification du personnel

Le Titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le CV du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

5.4 – Respect des consignes

Un local pourra partiellement être mis à disposition au Titulaire.

Le Titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

En fin de marché, le débarrassage des locaux sera à la charge du titulaire.

5.5 – Respect des consignes

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses cotraitants et/ou de ses sous-traitants.

Le titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

5.6 – Obligation de résultat

Le présent Marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service,
- Garantir la sécurité des personnes et des biens,
- Respect des délais d'interventions

5.7 – Reprise du personnel

En application de l'article L 1224-1 du code du travail et de la Convention Nationale des Entreprises de propreté et notamment l'annexe 7 relative aux garanties d'emploi et à la continuité des contrats de travail du personnel en place, le titulaire du présent marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché dans les conditions prévues par ces textes.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41 du CCAG de Fournitures Courantes et de Services.

Afin de satisfaire à l'obligation d'information en matière de reprise du personnel, qui peut résulter des dispositions conventionnelles applicables au marché ou des dispositions de l'article 1224-1 du Code du Travail, les annexes du CCAP comportent les renseignements relatifs à la masse salariale correspondante.

Sur chaque site dont il aura la charge, le Titulaire s'engage, conformément aux dispositions de l'annexe 7 de la convention collective des entreprises de propreté à reprendre l'ensemble du personnel du prestataire sortant, le tout aux conditions stipulées dans son offre financière forfaitaire.

Le Titulaire assure par ailleurs respecter l'intégralité des dispositions de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 , et notamment l'Accord relatif au temps partiel étendu par arrêté du 21 avril 1998 paru au JORF du 2 mai 1998, qui, en son article 5 relatif à l'organisation du travail, garantit que toute vacation inférieure à une heure est payée comme une heure de travail.

Le Titulaire assure à l'UGECAM PACA Corse, pour qui le respect de la législation sociale par ses prestataires est essentiel, qu'il agit en conformité avec l'intégralité de ces dispositions, et le garantit contre toutes les conséquences d'une mise en cause de sa responsabilité dans un éventuel litige.

Le titulaire du marché est tenu de présenter la liste du personnel affecté à l'exécution du marché dans un délai de deux (2) mois après la date de notification du marché et dès lors de changement ou d'affectation de nouveau personnel.

Six (6) mois avant la fin du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur la liste du personnel en vigueur affecté à l'exécution du marché, qui comportera les informations suivantes :

- nom de la personne ;
- date d'ancienneté dans la société ;
- qualification ;
- type de contrat ;
- nombre d'heures mensuelles ;
- taux horaire ;
- salaire brut hors ancienneté.

Le titulaire devra donc se rapprocher de l'ancien titulaire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

5.8 – Clause limitative d'exclusivité pour les achats à faible montant

L'UGECAM se réserve la possibilité de recourir occasionnellement à des tiers pour l'exécution des prestations prévues au présent marché public et ce, dans la limite de 1 % du montant total du marché public estimé sur 12 mois.

5.9 – Clause limitative suite à défaut d'exécution

L'UGECAM PACA et CORSE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures ou prestations prévues par le marché public en cas d'inexécution par le titulaire d'une fourniture ou prestation qui ne peut souffrir aucun retard, ou d'une absence de réponse de la part du titulaire (après une relance écrite du pouvoir adjudicateur).

Dans le cadre de l'exécution au frais et risques, et en cas de différence de prix au détriment de l'UGECAM PACA et CORSE, l'augmentation des dépenses sera mise de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier paiement suivant effectué à son profit (article 45 du CCAG FCS 2021).

Article 6 – Réunions au cours de l'exécution

6.1 – Réunion de « lancement du marché »

Dans les trente (30) jours calendaires suivant la notification ou ordre de démarrage des prestations, une **réunion de lancement du marché sera organisée** avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin d'ajuster le planning de réalisation, la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'Etablissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Le délai écoulé entre la notification et la réunion de lancement ne dispense pas du démarrage des prestations.

Il est précisé que cette première réunion de lancement sera programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification.

6.2 – Réunion de « synthèse de démarrage »

Dans les soixante (60) jours suivant la notification ou ordre de démarrage des prestations, une **réunion de synthèse de démarrage du marché** sera organisée avec le **service régional des marchés publics et le référent technique régional**, afin de procéder à un bilan du démarrage du marché, s'assurer de la bonne réalisation des prestations, et de la tenue des réunions de lancement des marchés.

Il est précisé que cette réunion de synthèse de démarrage est programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification. Il lui est demandé de contacter **l'acheteur public** ou **le Gestionnaire des marchés** ci-dessous-désigné. Avec l'accord écrit de ce dernier, et de manière dérogatoire, la tenue de la réunion de synthèse pourra être reportée, pour être concomitante à la réunion de « suivi d'exécution ».

Il est par ailleurs précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser toute réunion qui lui semblerait nécessaire à la bonne exécution du marché.

6.3 – Réunion de « suivi d'exécution »

Dans un délai de 3 mois précédant chaque date anniversaire du marché, des réunions **de suivi d'exécution du marché** seront organisées avec la **direction de l'Etablissement concerné ou toute personne la représentant**, afin de procéder à un bilan d'exécution du marché, et s'assurer de la bonne réalisation des prestations. Sur demande de la Direction d'Etablissement, le **service régional des marchés publics sera convié à la réunion de suivi**.

Il est précisé que les réunions de suivi d'exécution seront programmées à l'initiative du prestataire.

Coordonnées des référents sur site (techniques et gestionnaires achat) : comme mentionné par les articles 4.1 et 4.2.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser toute réunion qui lui semblerait nécessaire à la bonne exécution du marché.

6.4 – Procès-verbal de réunion

Un procès-verbal de réunion sera établi par le titulaire. Ce PV sera signé contradictoirement, au terme de chacune des réunions susmentionnées. Un délai de quinze (15) jours ouvrés sera laissé aux parties pour apporter au procès-verbal toute rectification ou modification. Après écoulement de ce délai, le procès-verbal sera réputé admis par les parties et deviendra contractuel.

Article 7 – Stockage, emballage, transport et gestion des déchets.

Stockage : Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation pour le titulaire de stocker des matériels dans ses locaux, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant un délai précisé par les documents particuliers du marché et courant à compter de leur admission (article 20.1.1 du CCAG FCS).

Par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG FCS, Lorsque le stockage est effectué dans les locaux de l'acheteur, le titulaire assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

Emballage : La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids (article 20.2.1 du CCAG FCS).

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation (20.2.2 du CCAG FCS).

Transport : Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité (article 20.3 du CCAG FCS).

Gestion des déchets : La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché (article 20.4 du CCAG FCS).

Livraison : Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route (article 21.1 du CCAG FCS).

Article 8 - Opérations de vérification et Admission

8.1 – Vérifications – Admission – Transfert de propriété

La réception est l'acte par lequel l'UGECAM PACA et CORSE accepte avec ou sans réserves, les prestations exécutées par le titulaire.

Par dérogation aux opérations de vérifications décrites à l'article 28 des CCAG FCS, les opérations de vérification et de réception se dérouleront dans les conditions suivantes :

Signature par le responsable du site des documents suivants :

- Partie prestations récurrentes : un relevé mensuel des prestations.
- Partie prestations occasionnelles: une fiche de fin de prestation.

La vérification intervient à compter de la réception des relevés mensuels des fiches de fin de prestations, et dans le respect des délais de paiement.

A l'issue des opérations de vérification, l'UGECAM PACA et CORSE prend, une décision de réception ou de réfaction.

Si l'UGECAM PACA et CORSE ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

- Réception : l'UGECAM PACA et CORSE prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché /du bon de commande. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.
- Réfaction : lorsque l'UGECAM PACA et CORSE estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai l'UGECAM PACA et CORSE dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'UGECAM PACA et CORSE est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

8.2 – Constat d'exécution du service

Une fiche d'incident (annexée au présent cahier des clauses administratives particulières - CCAP) portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au titulaire, dès constat d'un incident.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

Article 9 – Garantie

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an (durée à préciser dans le mémoire technique). Au titre de cette garantie, l'article 33 du C.C.A.G. / Fournitures courantes et Services s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de 7 jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de(s) la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

Article 10 – Modalités de détermination des prix

10.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants ;
- Au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

10.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la réalisation de celle-ci (tenues, entretien des tenues, transport des agents, assurances, formation initiale et continue, encadrement et pilotage, recrutement, contrôle qualité...).

Les surfaces indiquées dans les bordereaux de chiffrage sont approximatives et ne sauraient engager l'UGECAM PACA Corse. Les métrés et nature de sol peuvent contenir quelques erreurs, qui pourront être rectifiées par le maître d'ouvrage à n'importe quel moment en cours du marché. Ces rectifications donneront lieu à modification du prix conformément au barème du bordereau de chiffrage, sans que cela n'ouvre droit à d'autres réclamations supplémentaires de la part du prestataire. La limite maximale est fixée à 10% du montant total du marché.

La fréquence des opérations peut être modifiée à tout moment, lorsque les circonstances l'exigent, à la demande de l'UGECAM PACA Corse par modification du bon de commande, et sans que cela ne donne lieu à la conclusion d'un avenant.

La liste de sites, zones d'entretien et opération (hors fréquence, force majeure ou interruption momentanée) n'est qu'indicative et est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de ce marché. Elle fera l'objet d'un avenant.

En dehors des prestations chiffrées dans le cadre du Bordereau de Chiffrage qui seront mises à oeuvre à la demande des Etablissements de l'UGECAM PACA Corse, des prestations à la demande peuvent être commandées tout au long de l'année à la société de nettoyage pour réaliser l'entretien des locaux en fonction des besoins particuliers qui seront exprimés (par exemple dans le cas d'une remise en état après manifestation, etc....). L'ensemble de ces travaux sera traité en tant que travaux supplémentaires dans le cadre de ce marché.

Interruption momentanée dans l'exécution des prestations :

Le pouvoir adjudicateur peut ordonner l'arrêt momentané de l'exécution des prestations, notamment dans le cas de réalisation de travaux sur les sites à nettoyer, ces dernières ne pourront pas être facturées.

L'UGECAM PACA Corse est tenu de notifier les demandes d'interruption et de reprise de l'exécution des prestations, par ordre de service ou bon de commande adressés à la société au moins dix (10) jours ouvrés avant la date effective de l'interruption.

Ces ordres de service ou bon de commande indiquent notamment le motif de l'interruption ou de la reprise, la date d'effectivité, et la durée de l'interruption ou de la reprise.

Le marché est conclu et exécuté en EUROS (€). Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO (€) retenue pour le marché.

10.3 – Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution puis sont révisibles.

L'offre est réputée établie aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres.

Les prix mentionnés dans le bordereau de chiffrage seront révisés annuellement (à la hausse ou à la baisse) à la date anniversaire de la notification du marché aux conditions ci-dessous :

La demande de révision doit être à l'initiative du titulaire. Pour chaque année de reconduction, toute absence de demande de révision au plus tard à la date anniversaire du marché entraîne l'application du prix de l'année antérieure jusqu'à la date d'échéance suivante. Toute absence de demande de révision avant la date de fin du marché, entraîne l'application du prix initial pendant la durée totale du marché.

Le titulaire produit les extraits de l'ancien et du nouvel indice ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

La révision de prix se fera selon la formule ci-dessous :

$P = P_o \times (I / I_o)$

Dans laquelle :

P = prix HT révisés

P_o = prix HT du bordereau de chiffrage notifié à l'attribution du marché

I_o = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - **Prix de base - CPF 81.2 - Services de nettoyage - Identifiant : 010766397** disponible sur le site internet www.indices.insee.fr. Indices de la date de fixation du prix dans l'offre.

I = **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 81.2 - Services de nettoyage - Identifiant : 010766397** disponible sur le site internet www.indices.insee.fr. Indice I_o de l'année N+X, X correspondant au n° de reconduction.

En cas de disparition de l'indice du cours de référence, le dernier prix révisé sera maintenu un mois, le temps pour les parties de se mettre d'accord sur un nouveau mode d'ajustement par voie d'avenant.

10.3.1 - Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision du bordereau de prix lorsque ce changement conduit à une majoration de plus de 3 % / an.

10.3.2 - Clause de préavis

Il appartient au titulaire sous peine de forclusion, de notifier en détail, à l'organisme UGECAM PACAC (par lettre recommandée avec AR) son nouveau barème de facturation en appliquant la formule précitée et en respectant un préavis de 1 mois.

: mp.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

En cas d'absence de notification dans le délai demandé, la révision annuelle ne sera pas applicable.

10.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 11 – Avance

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulés ci-après, sera effectué suivant l'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS: « lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

Sauf stipulations contraires dans les documents particuliers du marché, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. »

Cette avance est égale à 5% (sauf dispositions précitées applicables aux PME) du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

L'option B : prévoit l'application des taux d'avances minimums fixés par le code de la commande publique à l'article R.2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou prévu à l'article R.2391-4 pour les marchés de défense et sécurité, ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché (article B.11.1 du CCAG).

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Si les documents particuliers du marché ne mentionnent pas l'option retenue, l'option A s'applique par défaut.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 12 – Remboursement de l’avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

Article 13 – Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Article 14 – Paiement et établissement de la facture

14.1 – Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente (30) jours.

14.2 – Présentation des demandes de paiement auprès de Chorus Pro

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, ainsi que pour les demandes d'acomptes mensuels, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue.

Devront être joints à la facture :

Prestations récurrentes : un relevé mensuel des prestations

Prestations occasionnelles: une fiche de fin de prestation.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.



En application des dispositions de l'article L2192-3 et L2392-3 du code de la commande publique, le titulaire doit privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le **vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que

Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Paca Corse informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro sur l'un des SIRET suivant en fonction de l'émetteur de la commande :

Nom de l'Etablissement	Adresse	Ville	Code Postal	N° SIRET
SIEGE	42 Boulevard de la Gaye BP 84	Marseille	13009	43017105800372
IUR VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800398
LE MYLORD	30 rond point de l'amitié	Carpentras	84200	43017105800299
IME de Collobrières	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS LA Source à Pignans	Grand Rue	Pignans	83790	43017105800067
FAM les Châtaigniers	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS Les Collines	759, Chemin de Camp Bourjas	Collobrières	83610	43017105800042
MAS de BASTIA	Route d'Agliani	Bastia	20200	43017105800430
CMRA Briançon	2 avenue Adrien Daurelle	Briançon	05105	43017105800406
CPO RHONE AZUR	2 avenue Georges Pompidou	Briançon	05105	43017105800182
CM LE COUSSON	Route de Nice	Digne	04000	43017105800166
CENTRE HELIO MARIN	BP 169	Vallauris	06223	43017105800109
Structures de La Gaude	Route de Saint Laurent du Var Le Plan du bois	La Gaude	06610	43017105800158
Structures de Vence	1028 Chemin de Vosgelade	Vence	06140	43017105800125
Structures de Villeneuve Loubet	Chemin des Hautes Ginestières	Villeneuve Loubet	06270	43017105800117
CMRA Gap	Lieu dit "les Aurouzes" Chemin des peupliers	Gap	05000	43017105800273
SAMSAH VALMANTE	42 Boulevard de la Gaye BP 83	Marseille	13009	43017105800380
CSSR VALMANTE HOP EUROPEE	3 rue Melchior Guinot CS 20369	Marseille	13003	43017105800265

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera les établissements de l'UGECAM PACA et CORSE en tant que destinataire de la facture : xxxxxxxxxxxxxxxxx
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure: SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE dont la structure est « CL xxxxxxxx du jour/mois/année (x=chiffres) »

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas de difficulté, vous pouvez contacter :

wal.grp-facturation.ug-pacac@ugecam.assurance-maladie.fr

Ou le 04 92 02 53 25 ou 04 92 02 53 31

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante : UGECAM PACA CORSE Service facturier, Chemin des Hautes Ginestières 06 270 Villeneuve Loubet.

14.3 – Format des demandes

Une facture mensuelle sera adressée pour chaque lot.

Les factures afférentes au marché seront établies à terme échu en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du lot
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Le prix des prestations accessoires ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total des prestations exécutées ;
- La date.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

14.4 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 15 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Article 16 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent marché chaque fois que l'UGECAM PACA et CORSE constatera :

- Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit **sans** mise en demeure préalable. La mise en demeure est entendue comme tout rappel écrit d'un représentant de l'UGECAM PACA et CORSE (courriel, fiche incident...). Un rappel écrit (courriel, fiche incident...) pourra émaner de l'UGECAM PACA Corse, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'UGECAM PACA et CORSE appliquera les pénalités définies ci-après.

Les pénalités viendront en déduction de la facture relative au mois concerné.

- **Pénalités suite à une réclamation des représentants de l'UGECAM PACA CORSE**

Le pouvoir adjudicateur met en place, en sus des fiches de contrôle contradictoires, une fiche d'incident, destinée à relever les difficultés d'exécution.

L'établissement d'une fiche d'incident peut produire deux effets :

- l'application de pénalités, si les manquements sont relatifs aux clauses ci-après ;
- la mise en place d'un contrôle contradictoire hebdomadaire ; l'établissement de 3 fiches d'incident donnera par ailleurs lieu à une pénalité forfaitaire de 100 €.

- **Pénalités suite à un Contrôle Qualité :**

A l'issue d'une visite de contrôle qualité contradictoire entre le Prestataire et de l'Ugecam Paca Corse, une pénalité sera appliquée en fonction du résultat obtenu dans les fiches de contrôle.

Lorsque l'exécution d'un lot ou d'une partie des prestations du lot avec obligation de résultats sera jugée non conforme à l'issue des contrôles, une pénalité sera calculée sur la base suivante :

Un contrôle conduisant à une note comprise entre C et E impliquera une pénalité (P) qui sera appliquée sur la facture mensuelle du bon de commande annuel ou du bon de commande occasionnel :

Pour un contrôle conduisant à C : 5% de pénalité sera appliquée à la facture mensuelle.

Pour un contrôle conduisant à D : 10% de pénalité sera appliquée à la facture mensuelle.

Pour un contrôle conduisant à E : 25% de pénalité sera appliquée à la facture mensuelle.

Dans le cas où les contrôles contradictoires seraient multipliés, sur demande du responsable de l'établissement, et supérieurs à 1 contrôle / mois, les % de pénalités prévus par le présent article du CCAP s'appliqueront sur la facture mensuelle, au regard du taux de non-conformité le plus faible (sur les x contrôles mensuels).

- **Pénalités liées à l'inexécution des prestations (absence de l'agent non remplacé)**

En cas d'absence d'un agent de nettoyage (non remplacé), **une pénalité de 150 € par constat et par jour calendaire** sera appliquée, en plus de la défalcation des jours d'absence sur la facture.

- **Pénalités liées à l'inexécution des prestations de vitrerie**

- Inexécution partielle ou totale application de la formule suivante :

Nombre de m² non réalisés par 2 fois le prix du m² du bordereau de prix

- Non-respect du calendrier d'exécution application de la formule suivante : 1/200ème du montant H.T. du bordereau de chiffrage par jour calendaire de retard à compter de la date de constatation du manquement.

- **Pénalités liées à la rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires dans les appareils**

En cas de rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires dans les appareils, application d'une pénalité de 50 € par type de consommable manquant (par jour).

- **Pénalités liées à l'absence de représentant du titulaire**

En cas d'absence du représentant du titulaire à un contrôle qualité, application d'une pénalité forfaitaire de 50€.

- **Pénalités liées au non-respect de la tenue et au comportement des agents de nettoyage**

En cas d'absence ou de port incorrect de vêtement de travail, de non-respect du règlement intérieur, du secret professionnel ou d'un comportement incorrect de la part des agents de nettoyage, application d'une pénalité de 50€ par infraction constatée.

- **Pénalités pour retard de fourniture de documents**

En cas de non présentation des documents dans les délais contractuellement prévus, application de 50 euros par document et par jour calendaire.

Liste nominative du personnel et de leur formation	7 jours à compter du démarrage des prestations
Attestation d'assurance	7 jours à compter de la notification du marché et au 1er janvier de chaque année
Habilitation des personnels	15 jours à compter du démarrage des prestations
Mise en place du matériel décrit dans le dossier technique	15 jours à compter du démarrage des prestations
Plan de prévention	2 jours ouvrables avant le début des prestations et à la date anniversaire.
Plan de formation	45 jours à compter du démarrage des prestations et ensuite le 30 octobre de chaque année
Liste de tous les matériels et FDS	15 jours à compter du démarrage des prestations
Liste des produits et FDS	15 jours à compter du démarrage des prestations
Ensemble des fiches de poste individuel	45 jours à compter du démarrage des prestations
Planning d' intervention	15 jours à compter du démarrage des prestations
Présentation d'un plan assurance qualité	6 mois à compter du démarrage des prestations

- **Pénalités pour retard de dotation en matériel**

En cas de non mise en place des matériels imposés dans les délais fixés, application d'une pénalité de 20 € par jour calendaire de retard.

- **Pénalités pour non-conformité de dotation de matériel et/ou non- conformité des locaux mis à disposition**

En cas de non mise en place du matériel spécifié dans le dossier technique, ou de non- conformité des locaux mis à disposition telle que validée par l'UGECAM PACA et Corse, une pénalité de 50 € par infraction et par jour calendaire sera appliquée.

Cette pénalité s'applique également si les locaux mis à disposition par l'UGECAM PACA et Corse ne sont pas débarrassés à l'échéance du présent marché public.

- **Pénalités pour non-respect des engagements en matière de sécurité et d'habilitation**

En cas de non-respect des règles de sécurité, notamment indiquées dans le plan de prévention, application d'une pénalité de 250€ à chaque infraction.

- **Pénalités pour perte de moyens d'accès**

En cas de perte des éléments suivants application d'une pénalité de :

- Perte d'un badge ou d'une clef 30€
- Remplacement d'une serrure correspondant à la clef perdue 100€
- Perte d'un passe et remplacement de la serrure 100€ par passe
- Perte d'une clef monte-charge 100€
- Frais de traitement administratif 40€

Le cas échéant, le temps agent des services techniques (par exemple s'il faut changer des barillettes).

- **Pénalité de retard**

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'exécution ou de délai de l'action corrective demandée est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité de 50€.

- **Pénalité pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché consommé au moment du constat du manquement.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).

2. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.

3. Si l'Ugecam Paca Corse demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

Article 17 – Attribution de compétences

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable **et de recourir préalablement à tout contentieux formalisé aux services du Médiateur des Entreprises (renseignements sur : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>)**.

Pour rappel : la Médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide – moins de trois mois – et confidentiel – le secret des affaires est préservé, la notoriété des entreprises également. Le gain de la médiation est double. Elle permet avant tout de dénouer les blocages qui minent les relations d'affaires et par conséquent de délester les tribunaux des différends pouvant être résolus à l'amiable.

Tout différend lié à l'exécution d'un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d'une commande publique, peut faire l'objet d'une saisine.

La procédure s'effectue suite à saisine (possible via site internet). Un médiateur prend contact avec le saisissant dans les sept (7) jours afin de définir avec lui un schéma d'action. Le médiateur réunit les deux parties et participe au rapprochement des intérêts divergents. Des solutions communes sont élaborées par les médiés. Une médiation peut durer de quelques heures à 2 ou 3 mois maximum, en fonction des difficultés et du temps dont dispose chaque « médié ».

Lorsqu'elle réussit, comme dans 75 % des cas, elle débouche sur un accord qui peut être perçu comme « gagnant-gagnant » par les parties. Celles-ci ont en effet « co-construit » la solution, et elles en maîtrisent les contours.

A défaut d'accord des parties après saisine du Médiateur susmentionné, ledit litige sera porté exclusivement devant le tribunal compétent.

Il s'agit de celui du domicile de la personne publique.

Article 18 – Résiliation

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées par les articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) « Fournitures Courantes et Services », et dans les cas visés par le Code de la Commande Publique.

18.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, portant sur la résiliation pour motif d'intérêt général : il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

18.2 – Résiliation pour faute du titulaire.

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une quelconque de ses obligations résultant du présent marché, ce dernier pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur après mise en demeure, assortie d'un délai, restée infructueuse, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.

La mise en demeure avant résiliation doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai que le pouvoir adjudicateur renseignera. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celles-ci pour présenter ses observations.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Aussi, selon les dispositions de l'article 45 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire défaillant :

– soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

– soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et

qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

18.3 – Résiliation pour événements liés au marché.

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire (article 40.1 du CCAG FCS).

Au regard du contexte inflationniste actuel, le pouvoir adjudicateur prévoit expressément que le marché pourra être résilié sans indemnité si la révision de prix annuelle et/ou hausse de prix exceptionnelle, engendre une modification substantielle des conditions du marché. Le caractère substantiel de la modification est établi au regard des dispositions de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique. Une négociation entre le titulaire et le Service des Marchés Publics de l'UGECAM PACA et Corse pourra être réalisée avant la décision de résiliation. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché si aucun accord n'est trouvé entre les deux parties. Dans ce cas, un courrier de résiliation sera adressé au titulaire, précisant la date de fin du marché public. La résiliation sera effective dans un délai minimum d'un (1) mois suivant la transmission courrier.

Article 19 – Clause de réexamen

L'UGECAM se réserve la possibilité de réexaminer les conditions financières du marché par utilisation d'une clause d'examen, notamment dans les cas suivants :

- ✓ **Conformément aux dispositions de l'article 9.3 « modalités de variation des prix »**, le pouvoir adjudicateur recourt à une négociation avec le titulaire, afin de procéder à une étude annuelle de valorisation ou dévalorisation de ses prix, dans les conditions fixées par l'article précité.
- ✓ **Possibilité de réexaminer les conditions financières**, notamment dans les cas suivants :
 - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de la convention ou à son équilibre financier,
 - En cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - Si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit [au pouvoir adjudicateur], entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature de la présente convention.

Les conditions financières de la présente convention seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service, à la présente convention.

Ainsi, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévues au marché, l'UGECAM PACA et CORSE détermine, par ordre de service simple, les nouvelles prestations qu'elle escompte ajouter. Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- Prix en lien direct avec l'objet du marché et inséré dans une des familles du Bordereau des Prix
- Prix ne dépassant pas le prix le plus élevé de la famille
- Prix n'impactant pas de plus de 5% le montant du marché : l'activation sera réalisée par ordre de service
- Si le prix impacte de plus de 5% le montant du marché : un avenant sera réalisé.

En tout état de cause, le réexamen n'a pas pour objet de palier une mauvaise compréhension du titulaire des prestations à effectuer au titre du présent marché.

Article 20 – Clause environnementale ou d'insertion.

L'UGECAM souhaite mettre en place une clause environnementale conformément à l'article 16.2.1 du CCAG FCS). Les documents particuliers pourront prendre en compte sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou services acquis, selon la nature de l'achat :

- la réduction des prélèvements des ressources - la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique - les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage - les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables - la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation - les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air - la réduction des impacts sur la biodiversité - la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

En cas d'utilisation de cette clause, des pénalités pourront être prévues en cas de manquement du titulaire à ces obligations, ou à toute autre obligation fixée par les documents particuliers du marché, le montant des pénalités devant être fixé par l'acheteur dans ces documents (article 16.2.3 du CCAG FCS).

Une clause d'insertion sociale pourra être activée par l'acheteur dans les documents particuliers du marché. Cette clause permet d'harmoniser les pratiques et de simplifier la rédaction des marchés puisqu'elle définit précisément le public éligible (article 16.1.1 du CCAG FCS) à la clause d'insertion, les modalités de mise en oeuvre de la clause (article 16.1.2 du CCAG FCS) et les pénalités en cas de non-respect des obligations en la matière (article 16.1.5 du CCAG FCS).

Article 21 – Confidentialité

L'article 5 du CCAG FCS est complété comme suit :

21.1 – Respect des informations confidentielles (RGPD)

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,

- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et de l'Engagement de confidentialité (Annexes 1, 2 et 3 du CCAP) et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

L'UGECAM PACA et CORSE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'UGECAM PACA et CORSE pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

21.2 – Protection des données médicales

Le titulaire et son personnel comme le personnel de l'UGECAM PACA et CORSE sont soumis à un engagement de confidentialité conformément aux préconisations de la CNIL et au Code de la Santé Publique.

En conséquence, notamment, les jeux de données fournies par l'UGECAM PACA et CORSE sont strictement confidentiels et sont liés au secret professionnel.

21.3 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'UGECAM PACA et CORSE toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, par mail à l'adresse dpd.pacac@ugecam.assurance-maladie.fr. Cette notification est accompagnée de la description de la violation, les données concernées, la cause et toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM PACA et CORSE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

21.4 – Propriété

Les supports informatiques fournis par l'UGECAM PACA et CORSE au titre du présent marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de l'UGECAM PACA et CORSE.

Article 22 – Sécurité du système d'information

Le titulaire désigne parmi son personnel un correspondant sécurité pour toute la durée de la prestation. Ce correspondant est notamment :

- L'interlocuteur privilégié de l'établissement pour toutes les questions relatives à la sécurité de la prestation, notamment dans le cadre d'investigations initiées par l'établissement ou le titulaire suite à des incidents de sécurité opérationnels ;
- Chargé du maintien et de la mise en application du PAS (Plan d'Assurance Sécurité).
- Joignable aux horaires précisés dans le contrat.

Tout remplacement de ce correspondant doit être notifié à l'établissement. De plus, une suppléance de ce correspondant de sécurité doit être assurée pour pallier son indisponibilité."

Le titulaire s'engage à diffuser à l'ensemble des intervenants qui interviendront dans le cadre du marché le livret des règles de sécurité du système d'information édité par l'UGECAM PACA et Corse et à conserver une trace de cette diffusion. Celle-ci pourra être demandée au correspondant sécurité à tout moment pendant l'exécution du présent marché.

Article 23 – Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des travaux d'installation ou de maintenance.

Article 24 – Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur :

- **Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.**
- **Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.**

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 25 – Evaluation de prestation

L'UGECAM PACA et CORSE met en place une évaluation de ces prestataires dans le cadre d'une démarche qualité de sa politique d'achats.

Tout au long de l'exécution du marché, le prestataire est évalué sur le respect de ses engagements définis dans les pièces contractuelles et dans l'offre du prestataire lors de l'attribution du marché.

A la fin de l'exécution de la prestation, l'UGECAM pourra établir un rapport d'évaluation d'exécution de sa prestation, basé sur des informations réelles et fiables qu'il notifiera au titulaire. Le titulaire disposera d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de cette notification pour user de son droit de défense. Il fournira à la personne publique toute justification aux faits qui lui sont, le cas échéant, reprochés qu'il jugera utile.

Ce dossier d'évaluation pourra être notamment pris en compte lors de consultations ultérieures lancées par la personne publique, dans le cadre des expériences préalables réalisées par le prestataire pour des prestations similaires au cours des cinq dernières années.

Article 26 – Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est tenu au strict respect des mesures gouvernementales (COVID ou autre) actuelles et futures ainsi que des gestes barrières.

Compte tenu de l'environnement sanitaire dans lequel le personnel du titulaire est tenu à évoluer, un respect parfait des mesures barrières (masque, désinfection des mains, distanciation sociale ...) et autres mesures sanitaires obligatoires, est exigé en cas de situation sanitaire grave. Le non-respect de la présente disposition entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP « non-respect du règlement intérieur ou consignes de l'UGECAM PACA et CORSE ».

A la survenance d'un risque sanitaire grave, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans qu'il ne soit possible au titulaire de demander des indemnités ou un quelconque dédommagement, de refuser l'entrée ou de congédier un personnel du titulaire de manière définitive en l'absence de masque ou de respect des mesures de prévention (COVID-19 ou autre) et des gestes barrières.

Au surplus si le prestataire intervient dans un contexte sanitaire grave (COVID-19 ou autre) et qu'il se déplace avec du matériel, alors le titulaire est tenu de désinfecter lesdits matériels après installation afin de prévenir tout risque de contamination.

Le contexte du COVID-19 ou de toute autre pandémie peut également amener à rendre l'exécution des dispositions contractuelles difficiles :

- ✓ Le titulaire s'engage à mettre tout moyen en œuvre afin d'assurer la continuité du service et l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où c'est également le souhait de l'établissement ou du service de l'UGECAM.
- ✓ Le titulaire informe sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur dès qu'il a connaissance d'une difficulté résultant des mesures gouvernementales relatives à la pandémie (au COVID-19 ou autre) pouvant amener à rendre l'exécution contractuelle difficile.
- ✓ A la suite de cette information, une réunion d'urgence entre le pouvoir adjudicateur et un représentant du titulaire habilité à l'engager est organisée afin d'exposer les contraintes de chacun et de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties. Cette solution est actée par la voie d'un avenant au contrat.
- ✓ Les réunions d'urgence pourront se tenir à distance (visioconférence ou par téléphone) si le contexte ne permet pas une rencontre physique.

Deux situations sont donc à envisager :

- Les deux parties sont en mesure de maintenir la prestation dans des conditions normales ou aménagées. Dans ce cas, si les deux parties en sont d'accord, la prestation peut être maintenue.
- Une seule des parties est en mesure de réaliser la prestation. Dans ce cas, l'autre partie doit être avertie au plus tôt de cette incapacité d'exécution du marché et les parties conviennent d'une suspension, d'un report ou d'une annulation des prestations. Les mesures indemnitaires du Prestataire se feront dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 27 – Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 et 4.2.1 du CCAG FCS dans les articles 2.1. et 2.3 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS dans l'article 3.2 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 28 du CCAG FCS dans l'article 7.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS dans l'article 15 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS dans l'article 17 du présent CCAP

FICHE D'INCIDENT valant mise en demeure

Site :

Titulaire :

Marché n° :

N° de BC :

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

1	NATURE DE L'INCIDENT	Cochez la case correspondante	Détail(s) du ou des incidents
	Retard dans les délais d'exécution		
	Mauvaise exécution		
	Problème de facturation		
	Non communication des rapports		
	Autres (à détailler)		

2	ACTIONS MENEES	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Remarque verbale au fournisseur		
	Remarque écrite au fournisseur (@...)		
	Autres (à détailler)		

3	TRAITEMENT PAR LE TITULAIRE	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
	Incident (s) traité(s) rapidement		
	Incident en cours de règlement		

Incident non réglé à ce jour = demande en urgence d'actions correctives		

Note interne : partie à ne compléter qu'en cas de souhait de voir appliquer les pénalités			
4	SANCTIONS <i>note interne : à ne compléter qu'en cas de souhait d'appliquer les pénalités</i>	Cochez la case correspondante	Observations éventuelles
Demande d'application des pénalités <i>(complété par le référent en charge du suivi du marché)</i>			Montant des pénalités applicables : <i>(partie complétée par le service marchés publics)</i>
Validation du service marchés publics <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			
Validation du Directeur d'Etablissement <i>(validation par apposition d'une croix ou par courriel interne)</i>			

Commentaire (s) complémentaire(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

DESTINATAIRES :

- TITULAIRE
- Directeur d'Etablissement
- Service des marchés publics

Nom et Signature de l'émetteur de la fiche d'incident : Nom :	A, Le Signature :
--	--------------------------------------